

Initiatives ministérielles

En agissant ainsi, il fait du tort à notre pays; il est en train de le diviser. Le gouvernement ferait mieux de se rendre compte du tort qu'il lui fait. Le Canada n'a jamais eu un gouvernement et un premier ministre aussi impopulaires que maintenant. S'ils sont si impopulaires, c'est à cause de la façon dont ils ont tenté de manipuler la Constitution, à cause de la TPS et de son facteur de dissension, à cause de l'Accord de libre-échange, à cause du tort qu'ils causent à nos institutions nationales.

Monsieur le Président, il est grand temps que le Parlement du Canada décide enfin de se faire l'interprète des Canadiens.

Jamais les perspectives d'avenir n'ont été aussi sombres qu'aujourd'hui; il est donc temps de nous ressaisir en tant que parlementaires fédéraux, et de nous mettre à défendre ce que le Canada comporte de meilleur et les valeurs qui nous unissent au lieu de nous diviser. Il est facile de ridiculiser tel ou tel député, tel ou tel parti. Tous les partis politiques de notre pays défendent des points de vue différents. Mon collègue libéral de Terre-Neuve critique le NPD. Pourtant, le Parti libéral lui-même compte des députés de tout poil. Le gouvernement du premier ministre Bourassa compte de nombreux libéraux dont les points de vue sont tout à fait différents.

• (1630)

[Français]

Il y a beaucoup de personnes au sein du Parti libéral de M. Bourassa qui sont en faveur de la souveraineté du Québec, pour l'indépendance du Québec, et ils restent dans le Parti libéral.

[Traduction]

Maintenant, si nous décidions de jouer à ce petit jeu et si les fédéralistes de notre pays se mettaient à lutter les uns contre les autres et à faire de l'avenir du Canada une question partisane, je désespérerais des lendemains de notre pays. Cela, je le dis à mon collègue libéral de Terre-Neuve.

En terminant, je dis que nous devons prendre la défense du Canada. En ce qui me concerne, le Canada n'est pas négociable, il n'est pas à vendre, le Canada doit faire front commun. La seule façon de rester uni est de reconnaître notre diversité et, mettant à profit cette diversité,

de construire dans les années qui viennent un pays encore plus beau.

Le président suppléant (M. DeBlois): Conformément au paragraphe 38 du Règlement, il est de mon devoir d'informer la Chambre que les questions soulevées au moment de l'ajournement seront les suivantes: le député de Western Arctic—les revendications territoriales; le député de Surrey-Nord—l'assurance-maladie; le député de Malpèque—les institutions financières.

Mlle Deborah Grey (Beaver River): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter le député de son intervention et lui poser une ou deux questions.

J'ai remarqué, lors de mes voyages au Canada, qu'une grande confusion règne dans les régions. Au printemps dernier, alors que nous connaissions les affaires de l'Accord du lac Meech, le gouvernement mettait sur pied la commission Charest, et les gens se sont demandés ce que l'on comptait accomplir avec cette commission. Elle a siégé, elle a présenté son rapport et depuis, plus rien.

Au début du mois de novembre, le gouvernement mettait sur pied la commission Spicer, et les gens se sont encore une fois demandés ce que l'on comptait accomplir avec ce groupe. Et voici que maintenant, quelques semaines plus tard, le gouvernement annonce la création d'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, qui aura pour mandat de trouver une nouvelle formule de modification.

Les Canadiens de toutes les régions se posent, à juste titre, la question suivante: à quoi vont servir toutes ces initiatives? Le député a très bien cerné le problème, à savoir que les gens sont effectivement inquiets et qu'une énorme confusion règne au Canada.

Les Canadiens se sentent un peu perdus en ce qui concerne le dossier constitutionnel. Non seulement les habitants des diverses régions sont-ils inquiets, mais je me demande si le gouvernement lui-même n'est pas un peu perdu, ne sachant pas où se tourner, et craignant même que cette question ne divise encore davantage son propre caucus.

Les députés conservateurs ont-ils été consultés au sujet de ce document de travail? Le député a dit que l'opposition n'a pas été consultée à ce sujet. Je me demande si cette annonce n'a pas été faite de façon imprévue par le premier ministre, lors d'un récent dîner-bénéfice auquel il assistait. Est-ce que les membres de son caucus savaient qu'il allait faire une telle annonce?